



**PRÉFÈTE
DE L'ISÈRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction départementale de la protection des populations

Service Installations classées de la DDPP
et Service environnement

Arrêté préfectoral de mise en demeure
n°DDPP-SE-2025-12.22
du 31 DEC. 2025

à l'encontre de la société CANDIA
sur la commune de Vienne

La préfète de l'Isère,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite,

Vu le code de l'environnement, notamment le livre I^{er} titre VII (dispositions communes relatives aux contrôles et aux sanctions) et les articles L.171-6, L.171-8, L.172-1 et R.171-1, le livre V, titre I^{er} (installations classées pour la protection de l'environnement) et les articles L.511-1, L.514-5 ;

Vu le code de justice administrative, notamment le livre IV (l'introduction de l'instance de premier ressort), titre II (les délais) et l'article R.421-1 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, en particulier ses articles L.121-1 et L. 122-1 ;

Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) codifiée à l'annexe de l'article R.511-9 du code de l'environnement ;

Vu le décret n°2013-375 du 2 mai 2013 modifiant la nomenclature des installations classées qui transpose l'annexe I de la directive 2010/75/UE du parlement européen et du conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (directive IED) ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 27 février 2020 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'installations relevant des rubriques 3642 ou 3643) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Tél : 04 56 59 49 99

Mél : ddpp-ic@isere.gouv.fr

Adresse postale : 22 avenue Doyen Louis Weil CS 6 – 38028 Grenoble Cedex 1

Horaires d'ouverture au public : du lundi au vendredi de 9h à 11h et de 14h à 16h – fermeture les mardi et jeudi matin

Vu l'ensemble des décisions réglementant les activités exercées par la société CANDIA au sein de son site agro-alimentaire implanté 3, rue de la convention, chemin des Mines sur la commune de Vienne (38200), et notamment l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2010-06847 du 17 août 2010, modifié par l'arrêté complémentaire n°2014 106-0015 du 16 avril 2014 et celui n°DDPP-SE-2022-08-12 du 29 août 2022 ;

Considérant le rapport de l'inspection des installations classées de la direction départementale de la protection des populations (DDPP) de l'Isère du 26 avril 2024 ;

Considérant le rapport de l'inspection des installations classées de la DDPP de l'Isère du 25 novembre 2025, réalisé à la suite de la visite d'inspection le 6 novembre 2025 du site de la société CANDIA, situé sur la commune de Vienne, modifié le 18 décembre 2025 suite au contradictoire avec l'exploitant ;

Considérant le courriel de l'inspection des installations classées de la DDPP de l'Isère du 25 novembre 2025, adressé à la société CANDIA, faisant office de consultation contradictoire préalable prévue aux articles L.171-8 et L.514-5 du code de l'environnement et l'informant de la proposition de mise en demeure concernant son site situé sur la commune de Vienne ;

Considérant les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du 8 décembre 2025 et le courrier en réponse de l'inspection des installations classées de la DDPP ;

Considérant que lors de l'inspection des installations classées du 21 mars 2024, il a été constaté que les résultats d'analyses des paramètres des rejets aqueux mentionnés à l'article 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 29 août 2022 montrent des dépassements récurrents des valeurs limites d'émission (VLE) autorisées pour les paramètres MES (1305), ST-DCO (6396), phosphore total (1350), DBO5 (1313), azote global (1551) sur la période entre mai 2023 et février 2024, des dépassements supérieurs à 2 fois les VLE (valeurs limites d'émission) autorisées étant régulièrement enregistrés ;

Considérant que l'exploitant est tenu de respecter les VLE associées à l'ensemble des paramètres à surveiller au regard de la qualité de son rejet au milieu naturel et que l'inspection des installations classées était particulièrement attentive aux respects des VLE de l'exploitant durant les 6 mois qui ont suivi cette inspection ;

Considérant que lors de l'inspection des installations classées du 6 novembre 2025 aucune amélioration de la qualité des rejets aqueux du site n'a été constatée sur les paramètres susmentionnés et que des dépassements sont régulièrement constatés plusieurs fois par mois entre le 1^{er} janvier 2024 et le 31 octobre 2025 ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°DDPP-SE-2022-08-12 du 29 août 2022, de l'article 32 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié susvisé et de l'article 7.2 du titre II de l'annexe « Prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation au titre d'au moins une des rubriques 3642, 3643 et 3710 pour lesquelles la charge polluante principale provient d'installations relevant des rubriques 3642 ou 3643 » de l'arrêté ministériel du 27 février 2020 susvisé ;

Considérant que ces manquements récurrents, constituant une atteinte aux intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, nécessitent de s'assurer de la capacité de l'exploitant à respecter la valeur limite précitée de manière continue ;

Considérant que face à la situation irrégulière de l'installation susvisée, il y a lieu de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société CANDIA de régulariser sa situation administrative permettant d'une part de remédier aux dangers et inconvénients mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement et d'autre part de garantir la protection des intérêts mentionnés à ce même article ;

Sur proposition du directeur départemental de la protection des populations,

Arrête

Article 1 :

La société CANDIA (SIRET n°352 014 955 00046), exploitant une installation d'embouteillage de lait liquide et produits laitiers frais située 3, rue de la convention, chemin des mines sur la commune de Vienne (38200), est mise en demeure de respecter, dans un délai de 12 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°DDPP-SE-2022-08-12 du 29 août 2022 relatives :

- au respect des valeurs limite d'émissions sur les paramètres MES (1305), DCO (1314), Azote global (1551), Phosphore total (1350) et DBO5 (1313) ;
- aux analyses des paramètres Zinc et ses composés (1383), Fer, aluminium et leurs composés (7714), les composés organiques halogénés (AOX (1106) et AMPA (1907), ces paramètres n'ayant jamais été analysés depuis 2022.

En cas de non-respect de cette mise en demeure dans le délai prévu, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, les sanctions administratives prévues par l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 2 : Conformément à l'article R.171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, cet arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État en Isère (www.isere.gouv.fr) pendant une durée minimale de deux mois.

Article 3 : En application de l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

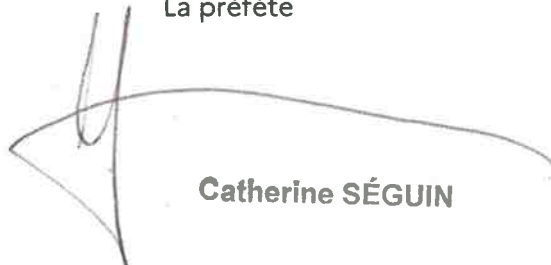
Elle peut être déférée au tribunal administratif de Grenoble dans le délai imparti par l'article R.421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de 2 mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Cette décision peut par ailleurs faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation telle que définie par l'article L.213-1 du code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de Grenoble.

La saisine du tribunal administratif est possible par la voie de l'application "Télérecours citoyens" sur le site www.telerecours.fr.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture de l'Isère, le sous-préfet de Vienne et le directeur départemental de la protection des populations de l'Isère sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société CANDIA et dont copie sera adressée au maire de Vienne.

La préfète



Catherine SÉGUIN